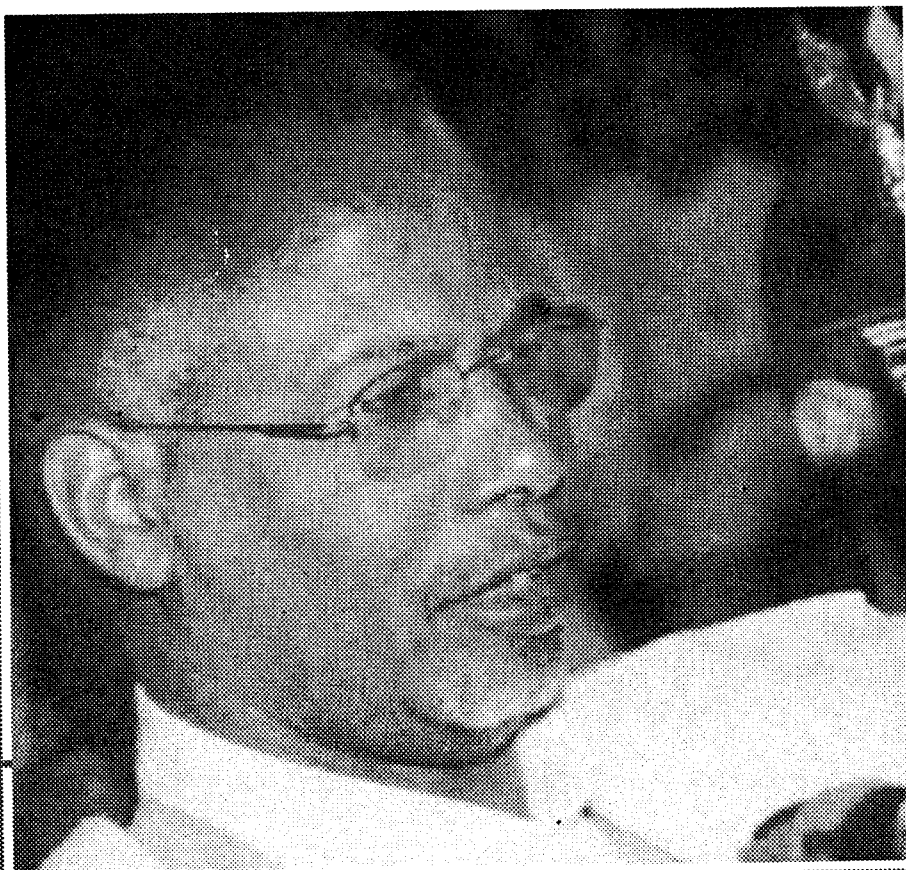


NOUAKCHOTT INFO QUOTIDIEN

Visitez notre Site web
ou www.mapeci.com
www.nouakchottinfo.com
E-mail: nouakchottinfo@yahoo.fr

Prix: 100^{UM}
Etranger: 1^{Euro} - 1^{US\$}

Le Premier ministre s'en prend à l'administration LES MAUX (MOTS) POUR LE DIRE



Pour la première fois, un Premier ministre critique ouvertement l'administration, son fonctionnement, fait son mea-culpa, et promet de l'assainir puisqu'elle dépend de lui. Fallait-il procéder à une visite au Ministère de la Santé pour le constater ou est-ce parce que ce département, connu pour ses incuries (les médicaments sont importés et vendus sous les arbres, les officines, cliniques privées, pharmacies sont anarchiquement ouvertes aux coins de rues, etc.) est le meilleur exemple à prendre pour déclarer la guerre au laisser-aller de l'administration? Quoi qu'il en soit, le Premier Ministre a évoqué tous les maux de l'administration, notamment ceux relatifs à l'application des textes réglementaires. "Nous constatons un manque d'application de ces textes dans la plupart des cas et lorsqu'il y a une tentative de les appliquer cela est rarement fait avec la rigueur qu'il faut. S'agissant des formalités, elles se caractérisent par la lenteur et la complexité. Les dossiers qui doivent être traités en une ou deux journées ne le sont qu'en plusieurs mois, voire une année, ce qui fait que le citoyen perd l'espoir. La majorité des solutions aux problèmes administratifs se fait de manière orale alors que le principe fondamental et sacré de toute administration est l'écrit."

Suite en page 3

Le Premier ministre s'en prend à l'administration

Les maux (mots) pour le dire

Comme quoi, c'est parti pour la révolution de l'administration tant promise. Du moins si l'on en croit ce que le Premier Ministre, Me Sghair Ould Mbareck a tenté, lors de cette visite dans le département de la Santé d'expliquer, non sans quelques amères vérités, à son assistance.

Un avant-premier goût de ce qui caractérisera ce troisième mandat présidentiel engagé sous la bonne gouvernance dont la condition sine qua non n'est autre que l'existence d'une administration à même d'être au service des citoyens avec impartialité et respect.

Ainsi, le Premier ministre, qui a pour une fois emprunté à l'opposition son discours va-t'en-guerre, critique et virulent à l'égard de l'administration ("l'absence de la transparence dans la gestion, la confusion des compétences de l'ordonnateur et du comptable") a été

convainquant dans ses propos.

Concédant, autant que possible, les griefs, déjà retenus par tous sur l'administration, s'il n'en rajoutait encore davantage ("Comment peut-on construire une société avec une administration sans confidentialité ? C'est là un phénomène dangereux ! (...) Nous sentons que le fonctionnaire et le citoyen n'ont rien de commun."), le Premier Ministre n'y est pas allé de main morte pour s'en prendre à une administration dont le moins que l'on puisse dire est baigne dans le cercle vicieux d'une anarchie avec laquelle il est impossible de réaliser un quelconque développement.

Mais, ni les maux pour le dire, ni les vrais mots d'ailleurs pour les définir ne suffisent à traduire dans les faits cette révolution de l'administration.

Certes, la "stratégie" ou principe de la récompense et de la sanction qu'il entend

poursuivre fera son effet, mais les habitudes comportementales des responsables ne continueront-elles pas de régir pour longtemps encore une administration qui a été orale depuis la nature bédouine du mauritanien. Mais qu'à cela ne tienne, l'assainissement de l'administration, comme le dira le Premier Ministre, se doit de convaincre le fonctionnaire de "traiter tous les usagers de l'administration au même pied d'égalité afin que le citoyen sente qu'il est devant un arbitraire et non une partie."

Bien entendu, l'hôpital national ressemble aujourd'hui à quelque chose avec ses espaces verts, les rénovations apportées par la nouvelle direction, et pourtant les services et prestations sont toujours administrés par des docteurs dont le souci premier est de rentrer dans leur cabinet médical personnel où les frais d'auscultation atteignent la somme faramineuse de

5.000 Um, avoisinant de peu les prix en France (!). Une réalité qui ne saurait persévérer si l'on tient encore à alléger les souffrances des citoyens.

Autre tare de notre administration, la dilapidation des deniers publics qui ne demande plus qu'à se rendre au marché de l'or local (marsat lehmoum) pour assister à un spectacle des plus intrigant. Les femmes des responsables auteurs de délits de détournement y viennent blanchir l'argent en achetant de l'or, avec à la clef un trafic d'influence sur un responsable de l'administration pour faire plaisir à l'ami orfèvre. Mieux, les fluctuations de notre monnaie nationale se jouent ici et non dans les bureaux de change ou à la BCM. Autrement dit, plus ces femmes de responsables visitent le marché de l'or, plus la monnaie chute et moins elles s'y rendent moins la monnaie prend de sa valeur.

Dans notre livraison

n°522, nous abordons l'assainissement de l'administration sous le titre "l'administration dans le collimateur" pour souligner que les responsables s'intéressent beaucoup plus à leurs poches et à leurs proches plutôt qu'aux populations qu'ils sont sensés servir.

Le Premier Ministre enfoncera le clou davantage en déclarant que "nous savons que certains d'entre nous, en se rendant dans une administration, commencent à s'informer sur la provenance et la wilaya du responsable pour savoir comment ils peuvent influencer ce dernier et le dévier de l'impartialité qui constitue une condition essentielle à la confiance et la sérénité du citoyen vis-à-vis de l'administration."

Ce discours du Premier Ministre qui coupe court avec la politique de profil bas jusque là adoptée par les autorités fera-t-il fouetter la léthargie des invétérés corrompus de l'administration qui ne ménageront aucun effort pour trouver des failles dans le système et continuer à sévir ? Là est toute la question.

MOHAMED OULD KHATTAT